



## WEBINAIRE

# LIMITER L'IMPACT CLIMATIQUE DE L'ÉPARGNE SALARIALE

QUEL RÔLE POUR LES REPRÉSENTANT.E.S OU  
COLLECTIFS SALARIÉ.E.S ?

# INTERVENANT.E.S



**Cosimo Winckler**  
Printemps écologique  
AFD



**Mathieu Giraud**  
Les Collectifs



**Hélène Marcy**  
Vice-Présidente CFE-CGC  
Orange



**Fabien Goury**  
Elu CSE Printemps écologique  
Arkane Studio



**Alexandre Bouvresse**  
Directeur RH et RSE  
AREP

# INTRODUCTION



**Clara Williams**

Analyse finance chez Reclaim Finance



## EPARGNE SALARIALE - PRODUIT INFLAMMABLE

Le discret soutien des  
gestionnaires de l'épargne  
salariale à l'expansion fossile



[Lien vers le rapport](#)



## FONDS D'EPARGNE SALARIALE VERTS

VIGILANCE ROUGE



April 2025

[Lien vers le rapport](#)

# ENTRETIEN



**Hélène Marcy**  
Vice-Présidente CFE-CGC  
Orange

**Bonjour Hélène, vous êtes vice-présidente de la CFE-GGC et vous vous impliquez pour une épargne salariale plus transparente et responsable au sein d'Orange depuis plusieurs années maintenant. Qu'est-ce qui vous a amenée à vous questionner sur l'impact climatique de votre plan d'épargne salariale ?**

J'ai entendu parler pour la première fois de cet enjeu lors d'une intervention de Lucie Pinson de Reclaim Finance lors d'une journée de débat organisée par Mediapart sur TotalEnergies, puis d'une interview d'Eva Sadoun, de Rift, application mobile qui scanne l'impact carbone de nos finances. Ces deux personnalités ont signé une tribune pendant la semaine de l'épargne salariale en 2023. Ça m'a donné envie d'inviter ces deux organisations à une table ronde organisée par la CFE-CGC Orange en 2023 pour nous éclairer et nous aider à identifier des leviers d'actions en faveur d'une épargne salariale responsable sur le plan environnemental. Cela a initié une coopération avec Reclaim Finance.

**Vous faisiez partie en 2024 des signataires d'une lettre à destination d'Amundi, pouvez-vous nous expliquer les revendications portées**

**dans cette lettre et nous parler de son impact?**

En février 2024, Reclaim Finance nous a informé d'un projet de lettre interentreprises et intersyndicale adressée à Amundi pour lui demander de :

- ne plus investir l'argent des salariés dans des obligations [sorte de dette sur les marchés financiers] émises par TotalEnergies, BP et Shell qui contribuent au développement de champs pétroliers et gaziers ;
- de voter contre les renouvellements d'administrateurs et contre les « plans climat » incompatibles avec l'Accord de Paris pour ces 3 mêmes entreprises, lors des AG 2024.

La pétition a recueilli 1200 signatures, dont autour de 900 dans le Groupe Orange. Malgré tout, Amundi n'a pas satisfait à nos demandes. Sa réponse se résumait en une justification de sa stratégie de gestion d'actifs et sa politique de vote en AG. Elle témoignait qu'Amundi n'avait visiblement aucune intention de faire évoluer sa gestion de l'épargne salariale pour répondre à nos demandes.

Amundi est venu présenter sa politique de vote cette année en AG aux représentants d'Orange. Ils considèrent qu'en Europe, la réglementation et la responsabilité des entreprises « font le job », et ils consacrent leur activisme actionnarial plutôt aux pays d'Asie, Japon inclus, selon eux moins avancés sur ce plan.

Faire changer les opinions et les comportements prend du temps. Mais chaque action médiatisée permet d'éveiller les consciences. Les décideurs finiront par nous donner raison et par prendre nos demandes en compte - dans un délai raisonnable on l'espère. Nous persévérons car c'est crucial et plus particulièrement dans le contexte actuel, comme l'ont souligné de nombreuses ONG et activistes ces dernières semaines : **ne nous laissons pas dicter les agendas, et continuons de mettre nos sujets de préoccupation sur la table.**

# ENTRETIEN



**Hélène Marcy**

**Vice-Présidente CFE-CGC**

**Orange**

**Quels sont selon vous les principaux obstacles qui persistent à l'arrêt des soutiens à l'expansion fossile des plans d'épargne salariale dans les entreprises et notamment les grands groupes ?**

L'acculturation aux enjeux climatiques de l'épargne salariale nécessite encore de la pédagogie. Lors de notre pétition, quelques salariés et militants se sont montrés critiques de notre démarche, sans forcément en avoir compris la portée précise. Il faut donc expliquer sans relâche.

En matière d'investissement durable, la multiplicité des labels, qui ont chacun leur cahier des charges et n'offrent pas tous les mêmes garanties, n'aide pas. Même le plus répandu d'entre eux, l'ISR, n'est connu que d'un tiers des Français. La bonne nouvelle, c'est que les épargnants sont également de plus en plus sensibles à la problématique du greenwashing. Les résultats d'une enquête réalisé pour Le Cercle des Epargnants mentionne **la nécessité de simplifier le vocabulaire de l'ISR et de mettre l'accent sur l'éducation financière.**

En tant qu'organisation syndicale, nous pouvons faire notre part en matière

de pédagogie. Mais tous les acteurs doivent faire la leur. L'AMF devrait par exemple prendre en charge une communication grand public sur l'investissement responsable, et vérifier que les gestionnaires d'actifs indiquent très clairement leurs fonds labellisés sur leur site internet et dans les documents d'information clefs (DIC). Le Comité du label ISR pourrait aussi travailler sur une communication plus large et plus accessible pour expliciter les engagements certifiés par ce label.

**Quels conseils pourriez-vous donner à un salarié ou représentant qui souhaite se saisir de ces sujets ?**

Je proposerai deux pistes à celles et ceux qui voudraient se lancer :  
1/ s'informer et se former, car c'est un sujet nouveau pour les représentants des personnels en s'appuyant par exemple sur des ONG comme Reclaim Finance ;  
2/ échanger avec d'autres représentants, en interentreprises et en intersyndicale afin d'avancer plus vite. En s'appuyant sur ce qui a marché ailleurs et en recherchant collectivement de nouvelles idées d'actions utiles pour faire avancer la cause.